

Service Domaine Public

Affaire suivie par le service domaine public

Tel : 04.90.71.96.49

Courriel : domainepublic@ville-cavaillon.fr

ARRETE N° 2022/815 AT

**Portant restriction temporaire de la circulation et du stationnement
Rue Poissonnerie – place du Commerce – rue Paul Bert – rue de la République –
rue du Four Neuf – Rue des Violettes – traverse des Ormeaux – chemin du Puits
des Gavottes – rue Danton- cours Victor Hugo – avenue Abel Sarnette – carrefour
Bellevue – route de Pertuis – avenue Albin Durand – avenue de Cheval Blanc –
avenue de Vidauque – allée des Cabedans
à l'occasion de travaux du 17 octobre 2022 au 30 novembre 2022**

Le Maire de Cavaillon,

Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L.2211 à L.2213-6,

Vu le Code de la route, et notamment les articles R 325-14, R 411.3 à R 411.8, R 417.10 ET R 412.28,

Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière,

Vu les arrêtés municipaux portant sur la réglementation générale des conditions de circulation et de stationnement sur le territoire de la commune de Cavaillon,

Vu l'arrêté municipal n° 2020/95 du 06 juillet 2020 portant délégation de signature,

Vu l'avis du service infrastructures et équipements,

Vu la demande formulée par l'entreprise SADE TELECOM, 1 boulevard de Mantes, 78410 Aubergenville, en vue d'effectuer des travaux d'aiguillage de conduites télécom et ouverture de chambres,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur les voies listées ci-dessus,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services :

ARRETE

Article 1 : En raison des travaux réalisés par l'entreprise SADE TELECOM, du 17 octobre 2022 au 30 novembre 2022 inclus, la circulation des véhicules pourra se faire sur demi-chaussée réglée par alternat par feux tricolores ou manuel, ou sur chaussée rétrécie réglée par balisage.

La vitesse de circulation des véhicules pourra être abaissée à 30km/h.

L'entreprise est autorisée à occuper le domaine public sur les trottoirs et accotements au droit des travaux.

Le nombre de places de stationnement nécessaire aux travaux sera réservé par les demandeurs.

En cas de réservation des places de stationnement et pour ce faire : une information sera mise en place par affichage quarante-huit (48) heures avant l'occupation par le demandeur et ce dernier devra le faire constater à la police municipale (04 90 78 21 38).

Les véhicules contrevenant à la réglementation ci-dessus feront l'objet d'une mise en fourrière immédiate sur prescription d'un officier de police judiciaire, d'un agent de police judiciaire adjoint, d'un chef de la police municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétent.

La circulation des piétons sera déviée et sécurisée en amont et en aval du chantier.
A l'issue des travaux le domaine public devra être rendu en parfait état de propreté.

Article 2 : L'entreprise informera la Police Municipale au 04 90 78 21 38 du démarrage des travaux, des jours d'interventions de l'entreprise et des interruptions de chantiers en laissant les coordonnées du responsable du chantier.

Article 3 : L'entreprise est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux.

La commune pourra à tout moment imposer une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier si son déroulement crée une perturbation. Le domaine public devra alors être remis dans son état initial.

Article 4 : La signalisation matérialisant la réglementation susvisée sera mise en place et entretenue par l'entreprise réalisant le chantier et jusqu'à achèvement de celui-ci.

Article 5 : Les droits des tiers sont, et demeurent, expressément réservés.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier.

Article 7 : Les membres du corps médical qui justifieront d'obligations professionnelles impérieuses ne seront pas soumis aux interdictions prévues par le présent arrêté, ainsi que les véhicules de Police, Gendarmerie et des Sapeurs-Pompiers, les véhicules militaires ou des services civils de l'Etat ou de la Commune, dont les conducteurs seront munis d'un ordre de mission, ou justifiant d'obligations professionnelles impérieuses, les véhicules E.D.F - G.D.F en service.

Article dernier : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de Police, Madame la Responsable de la Police municipale et tous les agents placés sous leur autorité, l'entreprise SADE TELECOM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé/publié/affiché.

Cavaillon, le - 3 OCT. 2022

Pour le Maire et par délégation,

Le Directeur général des services,



Frédéric MAUREL

Conformément aux dispositions du Code de la Justice Administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication et/ou de son affichage.

Notifié, affiché ou publié le :

Signature si notification

- 3 OCT. 2022